

## Extrêmement adroite. Recompositions stratégiques des extrêmes droites contemporaines

Par **Tristan Boursier** et **Frédéric Nadeau**

L'extrême droite occupe aujourd'hui une place centrale dans les recompositions du débat public, au Québec comme ailleurs. Longtemps envisagée comme un phénomène périphérique ou résiduel, elle apparaît désormais comme une force capable d'infléchir les priorités politiques, de structurer des controverses médiatiques et de redéfinir les frontières du pensable. Cette présence ne se limite pas aux organisations explicitement radicales : elle se déploie dans des réseaux intellectuels, des mobilisations citoyennes, des arènes numériques et des luttes culturelles qui débordent largement les marges traditionnelles du champ politique. À ce titre, loin de constituer une extériorité aux démocraties libérales, elle apparaît plutôt comme une possibilité inscrite à même leur histoire et leurs tensions internes.

Un élément central des dynamiques analysées dans ce dossier est le rôle des médias dans la diffusion, l'amplification et parfois la légitimation de discours associés à l'extrême droite. Sur plusieurs scènes nationales, des chaînes et plateformes se présentant comme alternatives à l'information dominante ont servi de relais à des récits polarisants et complotistes. Au Québec, ce phénomène s'inscrit dans une constellation plus large de médias alternatifs et de voix médiatiques polarisées qui prétendent « réinformer » en remettant en question les récits des médias dominants et des autorités publiques, souvent en reprenant des théories du complot ou en amplifiant les méfiances sociales envers les institutions. Les recherches sur le conspirationnisme montrent par ailleurs que ces

récits ne sont pas accessoires : ils fonctionnent comme des accélérateurs idéologiques qui fournissent des explications simples à des événements complexes et renforcent des cadres interprétatifs hostiles à l'immigration, aux expertises scientifiques ou aux institutions démocratiques, ce qui facilite l'adhésion à des visions extrémistes plus larges.

Les registres discursifs, les mots d'ordre et les répertoires d'action voyagent aujourd'hui à une vitesse inédite. Les plateformes numériques font circuler slogans, figures héroïques, récits de persécution ou de décadence bien au-delà de leurs contextes d'origine. Mais ces transferts ne relèvent ni de l'imitation ni de la simple importation. Ils impliquent des opérations de reformulation par lesquelles des références à Donald Trump, aux « guerres culturelles » américaines ou à la dénonciation du « wokisme », par exemple, sont réinscrites dans des débats propres au Québec, qu'il s'agisse de la laïcité, de la survivance nationale, de la langue ou du rapport minoritaire au continent nord-américain. De cette rencontre naissent des configurations hybrides où circulations globales et histoires locales s'entremêlent, permettant à des imaginaires venus d'ailleurs de devenir politiquement opérants ici.

Pourquoi consacrer aujourd'hui un numéro de *Possibles* à l'extrême droite? Parce que sa progression ne peut plus être pensée uniquement en termes d'éruptions ponctuelles ou de groupuscules spectaculaires. Elle relève de transformations plus profondes : normalisation de certains thèmes, déplacement des sensibilités

collectives, installation durable de controverses autour de l'immigration, du genre, de la mémoire ou de la légitimité des institutions. Comprendre ces mutations suppose de multiplier les angles d'analyse et de considérer simultanément les dimensions idéologiques, organisationnelles, médiatiques et culturelles.

Parmi les influences qui traversent cet espace, le rôle des États-Unis est déterminant. Des « guerres culturelles » aux rhétoriques complotistes, des stratégies populistes à un autoritarisme assumé, en passant par les alliances avec un capitalisme antidémocratique, une partie des imaginaires politiques contemporains se structure dans ce va-et-vient constant entre scènes nationales et internationales, entre écosystèmes médiatiques et numériques. Mais ces circulations ne sont jamais à sens unique : elles s'entremêlent avec des traditions européennes plus anciennes (telle que la Nouvelle droite), réactivées et retraduites dans les contextes canadiens et québécois.

### Définir l'extrême droite

Parler d'« extrême droite » impose toutefois une précaution. La catégorie recouvre une pluralité d'acteurs, de doctrines et de stratégies parfois divergentes. Pour dépasser cette dispersion, Elisabeth Carter (2018) a proposé de comparer une vingtaine de définitions issues de la littérature afin d'en extraire les invariants. Trois critères reviennent systématiquement : un nationalisme nativiste, l'autoritarisme et le rejet de la démocratie. Cette approche minimaliste permet d'identifier un socle commun sans présumer de l'unité organisationnelle ou doctrinale des groupes observés.

Concrètement, le nationalisme nativiste repose sur l'idée que la nation constitue un

« organisme » vivant, historiquement enraciné, dont les composantes (culture, langue, traditions, mémoire collective, etc.) forment un tout cohérent mais menacé, qu'il conviendrait de préserver. Dans cette perspective organiciste, l'État doit être habité et gouverné par les « natifs », entendus comme les membres historiques et légitimes de la nation. L'appartenance politique y est pensée comme héréditaire ou culturelle, ce qui conduit à considérer l'immigration, le multiculturalisme ou certaines minorités comme des menaces existentielles plutôt que comme des composantes ordinaires de la vie démocratique.

L'autoritarisme renvoie pour sa part à la valorisation d'un pouvoir fort, à la méfiance envers les médiations institutionnelles et à la préférence pour l'ordre, la discipline et la hiérarchie. Il se traduit par une critique récurrente des contre-pouvoirs — justice, médias, universités — accusés d'entraver la volonté populaire ou de protéger indûment des groupes perçus comme déviants.

Enfin, le rejet de la démocratie ne signifie pas nécessairement l'abandon du principe électoral. Une partie de l'extrême droite contemporaine s'inscrit plutôt dans une logique national-populiste qui consiste moins à rejeter la démocratie qu'à en proposer une redéfinition restrictive. Sous couvert de renforcer la souveraineté populaire, ces acteurs défendent une conception essentiellement « majoritaire » du pouvoir politique, dans laquelle l'expression électorale du peuple tend à primer sur les garanties juridiques et institutionnelles propres à l'État de droit. Comme le souligne Carter (2008, p. 10) même s'ils se réclament de la démocratie, il s'agit d'une version procédurale et appauvrie, mobilisée autour d'un nombre restreint d'enjeux fortement polarisants comme l'immigration ou les identités de genre. Ce faisant, ils en rejettent les fondements — respect du pluralisme, protection des minorités, égalité des citoyens —, jugés

incompatibles avec l'unité supposée du peuple. La démocratie est donc moins pensée comme un régime de droits et de contre-pouvoirs que comme l'instrument d'affirmation d'une majorité culturelle libérée de ses contraintes juridiques et institutionnelles. Dans cette optique, si certaines composantes des démocraties existantes sont opportunément défendues, celle-ci n'en demeure pas moins vidée de son sens et devient, pour citer Tocqueville, une « tyrannie de la majorité ».

On peut toutefois pousser le raisonnement plus loin. S'il fallait dégager un principe à partir duquel ces différents traits deviennent intelligibles, ce serait sans doute un rapport spécifique à l'inégalité. Dans les visions du monde associées à l'extrême droite, les hiérarchies ne sont pas seulement considérées comme inévitables; elles sont tenues pour désirables. Elles garantiraient l'ordre social, qu'elles soient fondées sur un naturalisme biologique explicite ou reformulées dans un vocabulaire culturel opposant des civilisations, des religions ou des peuples réputés incompatibles. Le nativisme, l'autoritarisme et l'opposition au pluralisme démocratique apparaissent alors comme des déclinaisons politiques de cette valorisation première de la hiérarchie.

Une telle perspective invite à élargir le regard. La pensée décoloniale et postcoloniale, de Frantz Fanon à Aimé Césaire, a depuis longtemps souligné combien les violences fascistes européennes ne pouvaient être pleinement comprises sans tenir compte des pratiques impériales expérimentées dans les colonies. Le fascisme, écrivait Césaire, constitue moins une rupture qu'un « retour du refoulé » colonial sur le continent européen : ce que l'Europe n'avait pas voulu voir lorsqu'il s'exerçait outre-mer devenait soudain intolérable lorsqu'il se déployait en son sein.

Cette intuition a été prolongée par de nombreux travaux qui insistent sur les continuités administratives, juridiques et militaires entre gouvernement colonial et régimes autoritaires. Hannah Arendt rappelait déjà que l'impérialisme avait fourni un laboratoire à des formes de domination raciale et bureaucratique ultérieurement réinvesties dans les totalitarismes européens. Plus récemment, des historiens comme Enzo Traverso ou Achille Mbembe ont montré que les imaginaires de purification, de frontière et de hiérarchie civilisationnelle circulent sur une longue durée, traversant aussi bien les entreprises coloniales que les mobilisations nationalistes contemporaines.

L'extrême droite n'apparaît donc plus comme une excroissance étrangère aux démocraties occidentales. Elle s'inscrit dans des traditions intellectuelles et institutionnelles qui ont produit, bien avant elle, des classements de populations, des régimes différenciés de citoyenneté et des justifications morales de la domination.

Dans cette optique, comprendre l'extrême droite contemporaine ne saurait se réduire à l'analyse des affects ou à la seule réaction à un déclassement social, réel ou perçu. Comme l'a souligné Cas Mudde (2019), nombre de ses éléments constitutifs appartiennent à la « normalité pathologique » des sociétés démocratiques. Les acteurs les plus radicaux expriment de manière exacerbée des idées, des peurs et des représentations qui circulent bien au-delà de leurs cercles.

Le nationalisme nativiste lui-même gagne à être replacé dans une généalogie longue. Comment ne pas voir, par exemple, dans la formule *cujus regio, ejus religio* (tel prince, telle religion) l'une des premières codifications européennes de l'idée qu'un territoire doit correspondre à une communauté homogène,

unifiée par une même appartenance? Entériné lors de la paix d'Augsbourg de 1555, cette formule consacre l'association entre souveraineté politique et uniformité confessionnelle, et contribue à installer durablement l'État-nation comme horizon indépassable de l'organisation politique internationale.

Cette association entre territoire, culture et communauté trouvera une formulation particulièrement influente dans le romantisme allemand de la fin du 18<sup>e</sup> siècle. Chez Herder, par exemple, la nation est pensée comme une communauté historique singulière, façonnée par une langue, une culture et un esprit propre (*Volksggeist*), dont l'unité organique devrait être préservée. Sans préfigurer mécaniquement les nationalismes exclusifs ultérieurs, cette conception contribue néanmoins à ancrer durablement l'idée que les peuples constituent des entités distinctes, porteuses d'une authenticité qu'il conviendrait de protéger contre les formes de dilution ou d'hybridation.

Dans ces conditions, l'imaginaire d'une homogénéité menacée ne relève pas uniquement de la marginalité extrémiste; il travaille en profondeur nos architectures politiques.

Cette définition n'abolit pas la diversité interne des courants étudiés, mais elle permet de comprendre pourquoi leurs discours trouvent des prises. Ce que les mouvements actuels d'extrême droite accomplissent, c'est une opération de radicalisation et de réarticulation : ils amplifient, durcissent et rendent explicites des schèmes et des logiques qui demeurent inscrites dans l'histoire longue de l'État-nation, de l'empire et de la construction raciale du monde.

### Présentation des contributions

Les contributions réunies dans ce numéro donnent chair à ces dynamiques. Plusieurs contributions s'intéressent aux stratégies de communication, notamment numériques, qui participent à la banalisation de l'extrême droite. À partir d'un travail de terrain, Aurélie Campana analyse les répertoires d'action de l'ultra-droite québécoise et souligne le rôle central de l'activisme numérique et des dynamiques transnationales. Marie-Ève Carignan, Marie-Ève Martel et Perrine Hely interrogent pour leur part la médiatisation de ces acteurs, en montrant comment certaines pratiques journalistiques peuvent contribuer, malgré elles, à la banalisation des discours radicaux. Alexis St-Maurice montre comment l'appropriation du patrimoine par la Nouvelle Alliance participe d'une stratégie de légitimation visant à diffuser une vision identitaire du passé.

Des contributions nous incitent à réfléchir aux circulations transatlantiques qui traversent les droites radicales européennes et, plus largement certains segments de la droite canadienne et québécoise. Frédéric Boily met en lumière l'influence d'auteurs français sur des milieux de la droite radicale canadienne-anglaise et montre comment se construit un imaginaire civilisationnel partagé. Marion Jacquet-Vaillant et Nicolas Lebourg cartographient, pour leur part, les tentatives de convergences transatlantiques entre réseaux français et québécois, révélant à la fois l'intensité des échanges et leurs limites structurelles.

D'autres contributions invitent à réfléchir sur les hybridations idéologiques contemporaines. Jonathan Durand Folco déplace l'attention vers les États-Unis en examinant les fondements idéologiques du techno-fascisme et les affinités entre accélérationnisme, capitalisme

algorithmique et autoritarisme. Lucile Dartois propose une lecture transversale des mobilisations anti-genre, invitant à penser les zones grises où s'opère la normalisation de rhétoriques issues de l'extrême droite.

Enfin, le collectif Montréal Antifasciste rappelle que ces dynamiques rencontrent des résistances ancrées dans des traditions d'autodéfense populaire et retrace l'histoire de l'antifascisme radical montréalais.

En croisant ces perspectives, ce numéro entend offrir des outils pour comprendre la plasticité de l'extrême droite contemporaine, ses modes d'implantation et les réponses qu'elle suscite. Il invite à prendre la mesure d'un phénomène durable, dont l'analyse constitue une condition nécessaire à toute réinvention démocratique.

Au fil des pages qui suivent, l'extrême droite apparaît ainsi moins comme survivance d'une période révolue que comme une force capable d'apprentissage, d'adaptation et de traduction. Elle emprunte, reformule, investit de nouveaux espaces, ajustant ses registres et choisissant ses batailles. Sa progression tient autant à la circulation de ses idées qu'à la manière dont elles sont rendues acceptables, familières, et parfois même banales. Ce que révèlent les enquêtes réunies ici, c'est donc une capacité stratégique : celle de se mouvoir dans les interstices du débat public, de tirer profit des crises de légitimité et d'habiter les ambiguïtés des démocraties contemporaines. À ce titre, notre époque n'est pas seulement travaillée par une poussée vers la droite ; elle est confrontée à une extrême droite devenue, au sens propre, extrêmement adroite.

### Notices biographiques

**Tristan Boursier** est docteur en science politique, diplômé de l'Université de Montréal et de Sciences Po Paris. Ses travaux portent sur les convergences entre mouvements réactionnaires, notamment l'antiféminisme et l'extrême droite en contexte numérique.

**Frédéric Nadeau** est professionnel de recherche à la Chaire UNESCO-PREV (Université de Sherbrooke) et postdoctorant à la Chaire COLIBEX. Formé en anthropologie, en sociologie et en science politique, il est spécialiste des idéologies, des mouvements sociaux, de la radicalisation et de l'extrémisme violent.